



**EUROPEAN IDEAS NETWORK**

**EIN Roundtable Seminar**

***The Social Agenda:  
the impact of the financial crisis on daily life, employment and incomes***

**Monday 26 January 2009, European Parliament, Brussels**

**Philippe Brogniart**

***"Active ageing"***

## **Disclaimer**

The European Ideas Network is a forum for debate, created by the EPP-ED Group in the European Parliament, to analyse the economic, political and social challenges facing Europe and to develop practical policy options to meet them.

This paper, like all publications of the European Ideas Network, does not represent the collective views of the EIN or of the EPP-ED Group but only the view of its author.

Copyright of this publication is held by the author. You may not copy, reproduce, republish or circulate in any way the content from this publication except for your own personal and non-commercial use. Any other use requires the prior written permission of the author.

## **Une priorité que la crise économique ne doit pas faire oublier : L'emploi des seniors**

Le taux d'emploi de la population active en Europe (15-64 ans) progresse lentement (+ 2% depuis 2000). Il s'établit à 65% en 2007, en dessous de l'objectif de 70%, défini par la stratégie de Lisbonne en 2000, et aux résultats obtenus par les pays les plus performants :

Canada 75%  
UK 74%  
Japon 74%  
Zone euro 66%  
UE 27 65%

L'amélioration de ce chiffre relève, certes, d'une politique globale de croissance et de productivité mais plus encore d'une action sectorielle sur les populations sous employées : les jeunes, les femmes, les seniors.

Les seniors (55-64 ans) représentent le « gisement » d'activité le plus important ; ils sont immédiatement mobilisables ; leur poids relatif dans la population croit constamment, de même que leur espérance de vie en bonne santé. Enfin leur maintien en activité allège les charges des régimes de retraite.

Toutes ces bonnes raisons n'ont pas échappé aux Etats membres qui ont mis en place progressivement des programmes spéciaux visant au maintien des seniors dans la vie active. Malgré ces efforts, l'Union européenne a encore du chemin à parcourir : avec 44.7% de seniors actifs en 2007, elle ne sera pas en mesure d'atteindre les 50% fixés pour 2010 par la conférence de Lisbonne.

Les rapports établis par les gouvernements et les statistiques disponibles permettent une évaluation des politiques conduites.

### **A) Des programmes très semblables**

Les actions conduites montrent des inspirations et des actions similaires ; ceci vient largement du fait que les gouvernements ont cherché à copier le « modèle scandinave ».

Avec des dosages différents on retrouve dans ces actions des dispositifs comprenant :

- des décisions visant à reculer l'âge de la retraite (jusqu'à 65/70 ans) à empêcher les préretraites, à flexibiliser les régimes grâce aux retraites progressives, au cumul emploi -retraite
- la création de contrat propres aux seniors permettant une activité dans des conditions plus souples
- des incitations financières positives (salaires subventionnés ou charges sociales allégées) ou négatives (taxes appliquées aux employeurs n'appliquant pas la politique)
- de fortes incitation à la signature d'accords d'entreprise ou de branche contenant des dispositions propres aux seniors.
- des campagnes de communication destinées à changer le comportement des employeurs et des seniors eux-mêmes.

### **B) Des situations très diverses.**

Les moyennes européennes recouvrent des résultats très divers selon les pays. Si les politiques menées paraissent proches les résultats sont bien différents. Il paraît clair que beaucoup de programmes n'ont pas été menés avec l'efficacité et la continuité requises. Il est clair également que de puissants obstacles culturels se sont dressés sur la route de la réforme.

Le tableau des résultats atteints en 2007 s'établit ainsi :

Suède 70%  
Estonie 60%  
Danemark 58.6%  
Lettonie 57.7%  
UK 57.4%  
Chypre 55.9%  
Allemagne 54%  
Irlande 53.8%  
Lituanie 53.4%  
Hollande 50.9%  
Portugal 50.9%  
République tchèque 46%  
Espagne 44.6%  
Bulgarie 42.6%  
Grèce 42.4%  
Roumanie 41.4%  
Autriche 38.6%  
France 38.4%  
Belgique 34.4%  
Italie 33.8%  
Slovénie 33.5%  
Luxembourg 32%  
Malte 28.5%

L'écart est évident entre les pays du Nord et ceux de la Méditerranée, de même qu'entre les Etats de l'Ouest et les nouveaux Etats membres.

### **C) Des expériences riches d'enseignements.**

S'il est difficile de faire une typologie de chaque politique nationale, on peut par contre analyser certaines situations emblématiques des politiques conduites.

#### **Suède, Danemark, Finlande. « Le modèle scandinave »**

Ces pays ont obtenus des résultats impressionnants en menant une politique résolue dans tous les domaines. Ils ont lancé les actions dès les années 90 conduit une politique énergique de report de l'âge de la retraite. Ils ont été fortement aidés par la forte tradition de dialogue social qui a permis de faire porter cette politique aux entreprises. Ils ont enfin réalisé des campagnes de communication répétées pour changer l'esprit public à l'égard des seniors.

#### **Allemagne; des résultats surprenants**

Aux prises avec le vieillissement rapide de la population et la faible natalité l'Allemagne a réagi vigoureusement. Alors que le temps est un facteur clé de succès, l'Allemagne s'en est affranchi et a réussi en 7 ans (2000/2007) à faire passer le taux d'activité des seniors de 40 à 54%. Ce résultat vient de la combinaison d'une action sur les retraites (67 ans) et de mesures d'incitation très puissantes au niveau des entreprises (formation, allègement de charges, contrats temporaires etc.)

### **France ; « le mauvais élève »**

En France l'obstacle culturel est majeur, à cause d'une tradition bien établie de carrières courtes et de statuts privilégiés dans le secteur public .L'opinion publique reste par ailleurs persuadée qu'en retirant les seniors du marché du travail, on crée de l'emploi pour les jeunes.

L'action entreprise a de ce fait été engagée très récemment (2005) et les mesures prises sont restées modestes de même que les campagnes de communication .Le gouvernement a souhaité en 2008 relancer l'action notamment en imposant des pénalités aux entreprises qui n'auraient pas initié des programmes particuliers pour les seniors.

Il n'est pas surprenant que les résultats restent pour l'instant très limités.

### **D) Conclusion**

Les politiques d'emploi des seniors sont de actions structurelles. Elles ne sont pas faciles à expliquer, encore moins à faire accepter.

L'expérience européenne confirme qu'un effort prolongé dans le temps est indispensable, pour corriger les habitudes .Elle montre aussi que les mesures positives sont plus efficaces que les sanctions fiscales ou administratives.

Ces politiques sont maintenant au milieu du gué. Il faut souhaiter que la crise économique avec les urgences qu'elle impose ne va pas repousser ces programmes au second plan.